



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 46 – 7 OCTOBRE 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CLASSEMENT  
MONDIAL SUR LA  
COMPETITIVITE :  
EVOLUTION  
CONTRASTEE EN  
AFRIQUE

SENEGAL :  
UNE SOUSCRIPTION  
RECORD DE 200 MDS  
FCFA POUR LE SUKUK

MADAGASCAR :  
ETUDE TARIFICATION /  
BILLETTEQUE DES  
TRANSPORTS URBAINS  
A TANANARIVE

MALI:  
L'UE VA OCTROYER  
67 M EUR POUR DES  
PROJETS DE  
DEVELOPPEMENT

GHANA : ARRET DES  
GARANTIES  
SOVERAINES DE  
L'ÉTAT POUR LES  
ENTREPRISES  
PUBLIQUES

NIGER :  
LIBERALISATION DU  
SECTEUR DE  
L'ÉLECTRICITE

GUINEE :  
INAUGURATION DU  
DEUXIEME PORT  
MINERALIER DE LA  
SMB

ETHIOPIE :  
INAUGURATION DU  
DEPOT PETROLIER DE  
TOTAL A DUKAM

NIGERIA :  
BUSINESS FRANCE  
DANS L'ARENE  
NUMERIQUE DE LAGOS



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Classement mondial sur la compétitivité : évolution contrastée en Afrique

Le Forum économique mondial de Davos a publié son classement annuel sur la compétitivité. Ce classement se base sur une centaine d'indicateurs (qualité des infrastructures, cadre macroéconomique, taille des marchés, développement technologique, etc.). L'Ile Maurice (45<sup>ème</sup> sur 138 pays) reste le pays le plus compétitif en Afrique subsaharienne. Il est suivi de l'Afrique du Sud (47<sup>ème</sup>), du Rwanda (52<sup>ème</sup>), du Botswana (64<sup>ème</sup>) et de la Namibie (84<sup>ème</sup>). Le Kenya (96<sup>ème</sup>) et la Côte d'Ivoire (99<sup>ème</sup>) complètent le top 10 africain. Les pays d'Afrique centrale sont plus mal classés : le Gabon, à la 1<sup>ère</sup> place en Afrique centrale, est 108<sup>ème</sup> à l'échelle mondiale. Viennent ensuite le Cameroun (119<sup>ème</sup>), la RDC (129<sup>ème</sup>) et le Tchad (136<sup>ème</sup>).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr) ; [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du sud : ralentissement du crédit au secteur privé en août

En août, le crédit au secteur privé a ralenti à +6,2 % en g.a en deçà des attentes des marchés qui tablaient sur une hausse de +6,6 %, portant la hausse moyenne du crédit à +7,5 % sur les 8 premiers mois de l'année contre +8,9 % en 2015. Si le crédit aux particuliers s'est stabilisé à un rythme faible (+1,4 %), le crédit aux entreprises a ralenti (de +12,3 % en juillet à +11,4 % en août). Les perspectives de progression du crédit au secteur privé restent contraintes par la faiblesse de l'activité, le manque de confiance, la hausse des taux d'intérêt en réponse aux pressions inflationnistes et le resserrement marqué des conditions d'octroi de prêt par les établissements de crédit.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : dégradation d'un cran de la note souveraine à B assortie d'une perspective négative

Le 23 septembre, l'agence de notation Fitch a abaissé d'un cran la note souveraine de long terme, en monnaie locale et en devises, à B (catégorie très spéculative) tout en l'assortissant d'une perspective négative. L'agence continue de s'inquiéter des conséquences de la faiblesse des cours du pétrole, laquelle affecte fortement l'activité (taux de croissance anticipé à 0 % cette année), les comptes publics (déficit budgétaire anticipé à 5,8 % du PIB cette année entretenant la trajectoire rapide d'endettement) et oblige les autorités à imposer des restrictions sur l'utilisation des devises.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Botswana : contraction de l'activité de -1,3 % au T2 en rythme trimestriel

Au 2<sup>ème</sup> trimestre, l'activité s'est contractée de -1,3 % en rythme trimestriel après 2 trimestres consécutifs de progression (+1,6 % au T1). En rythme annuel, l'activité a ralenti de +2,7 % en g.a au T1 à +1,6 % au T2, freinée notamment par l'investissement (-7,8 % en g.a) et par le moindre dynamisme de la consommation finale (+5,4 % après +6,8 % au T1). En termes sectoriels, les secteurs agricole et minier se sont contractés respectivement pour le 4<sup>ème</sup> (-2,5 % au T2) et 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif (-13,8 %) et celui de l'eau et de l'électricité de façon très marquée (-444,9 %). Selon les autorités, le taux de croissance atteindrait 3,5 % cette année et 4,1 % en 2017.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Lesotho : hausse de la cible minimale de réserves de change et approfondissement du déficit budgétaire

Réuni le 27 septembre, le comité de politique monétaire a relevé la cible minimale de réserves de change, outil principal de pilotage de la politique monétaire, de 20 M USD à 730 M USD (après un relèvement de 90 M USD en mai et de 20 M USD en juillet), tout en maintenant le taux directeur à 7 % (en ligne avec le taux sud-africain). A noter que les réserves de change ont baissé de 11,9 % au T2 en lien avec la baisse des recettes issues de la SACU, couvrant 5,9 mois d'importations.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Mozambique : vers une reprise très modeste de l'activité en 2017**

Approuvé cette semaine par le gouvernement, le Plan économique et social pour 2017 indique que si la croissance économique rebondissait à 5,5 % l'année prochaine après 4,5 % en 2016 (révision de la prévision de croissance fin juillet par le FMI de 7 % prévu initialement à 4,5 % en 2016, un point bas depuis 2000), elle resterait très en-deçà des performances passées. En effet, l'activité pâtira des efforts nécessaires des autorités de consolidation budgétaire et de lutte contre l'inflation.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Namibie : forte contraction du PIB au T2 2016 à -1,2 % sur un an**

Les données préliminaires de la croissance au T2 2016 font état d'une importante contraction du PIB de -1,2 % en glissement annuel (contre +7 % au T2 2015), après +3,4 % au T1. Si les secteurs des ventes de gros et de détail (+9,6 %), de l'électricité et de l'eau (+25,7 %) et, dans une moindre mesure, le secteur de la pêche (+3,3 %) ont été dynamiques, le ralentissement de l'activité a été très important dans le secteur des mines (-13,2 %), de l'hôtellerie (-15,5 %), de la construction (-19,9 %) et pour les activités manufacturières (-9,4 %). Pour 2016, le FMI prévoit une croissance de 2,5 %, confirmant ainsi le net ralentissement de l'activité (5,3 % en 2015).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Swaziland : maintien du taux directeur à 7 %**

Le 23 septembre, le comité de politique monétaire a laissé inchangé le taux directeur à 7 %, en ligne avec le taux sud-africain maintenu à ce même niveau la semaine dernière. Si le taux d'inflation a accéléré en août (+8 % en g.a après 7,4 % en juillet), la Banque centrale estime que cette accélération reste temporaire en raison de l'appréciation du lilangeni (ancré au rand) face aux grandes devises et à la faiblesse persistante des prix du pétrole, motivant une révision à la baisse de la prévision d'inflation pour cette année (désormais établie à 7,3 % en moyenne contre 7,7 % initialement). A noter que le niveau des réserves de change, déjà insuffisant, continue de s'éroder (3,6 mois d'importations à mi-septembre).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Kenya : prévision de croissance à 6 % en 2016 selon la Banque centrale**

Selon le gouverneur de la CBK, l'objectif de croissance du gouvernement de 6 % sur l'année 2016 devrait être atteint, grâce aux bonnes performances du secteur privé. Ce dernier estime cependant que la loi d'encadrement des taux d'intérêt bancaires, adoptée fin août 2016 et à laquelle il était opposé, n'a pas amélioré à ce stade les mécanismes de transmission de la politique monétaire. Il a également indiqué que le secteur financier traversait actuellement une période de transformation importante, avec une supervision renforcée de la BKC et des exigences de supervision plus strictes en termes de classification des prêts non performants suite à la mise sous tutelle de trois établissements bancaires depuis 2015.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : prévision du taux de croissance pour 2016 ramenée à 3,7 %

Selon Statistics Mauritius, le taux de croissance de l'économie mauricienne devrait s'élever à 3,7 % en 2016, soit un peu moins que le taux de 3,9 % attendu initialement. L'organisme public en charge de la publication des statistiques indique aussi que la croissance de l'investissement en termes réels devrait s'établir à 5,9 % au lieu des 6,4 % anticipés. Dans trois secteurs, les performances devraient être en dessous des attentes : l'agriculture (+4,3 %), l'industrie manufacturière (+0,6 %) et la construction (0 %). A l'inverse, plusieurs secteurs devraient continuer à progresser : hôtellerie-restauration (+7,5 %), TIC (+7 %), services financiers (+5,7 %).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : émission d'un Eurobond d'1 Md USD pilotée par Access Bank d'ici la fin de l'année

Cette annonce fait suite au lancement d'un appel d'offres pour le pilotage de l'émission d'un Eurobond d'1 Md USD par les autorités nigérianes en août dernier. Access Bank, 4<sup>ème</sup> banque du pays en termes d'actifs, pilotera cette levée de fonds d'une maturité de 5 ans. L'institution a débuté cette semaine un *road show* pour aller à la rencontre de potentiels investisseurs en Europe et aux Etats-Unis. Pour les autorités nigérianes, il s'agirait de la deuxième émission d'un Eurobond, la première – et dernière – étant intervenue en juillet 2013 ; le pays avait alors réussi à lever 500 M USD à 5,38 % à 5 ans et 500 M USD à 6,63 % à 10 ans.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : la 3<sup>ème</sup> revue du FMI approuvée

Le FMI a approuvé le décaissement de la 3<sup>ème</sup> tranche du programme de facilité élargie de crédit de 116,2 M USD sur un montant total de 918 M USD accordée en avril 2015. Tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts en matière de réduction des dépenses et d'assainissement budgétaire et de résoudre la question de l'endettement des entreprises publiques, le Fonds a rappelé l'émission sursouscrite, début septembre, d'un nouvel Eurobond de 750 M USD (taux de 9,25 % sur 5 ans). Conjuguée à l'entrée en production du second champ pétrolier de TEN au mois d'août et à la levée d'1,8 Mds USD par le *Ghana Cocoa Board*, cette émission réussie témoigne, pour le FMI, d'un regain de confiance confirmée par l'amélioration de l'évaluation du pays par l'agence Moody's.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : arrêt des garanties souveraines de l'Etat pour les entreprises publiques

L'acte 451 du *Public Financial Management Act*, ratifié par le Parlement en août dernier est entré en application, instaurant l'arrêt des garanties souveraines pour les entreprises publiques. Le poids des entreprises publiques telles que les opérateurs du secteur électrique VRA et ECG ou *Ghana Water Company* dans l'économie ghanéenne est important. La dette du secteur public atteint désormais 27,8 Mds USD, soit 65,9 % du PIB (juillet 2016), dans un contexte où la question des arriérés des sociétés publiques est au cœur du programme du FMI, qui a demandé, lors du troisième décaissement de la facilité élargie de crédit, la mise en place de mesures adéquates.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances 2017, avec un budget à 2 729,3 Mds FCFA**

Les recettes budgétaires sont évaluées à 1680,5 Mds FCFA (2,6 Mds EUR), contre 2333,3 Mds FCFA (3,6 Mds EUR) dans la LFI 2016, soit une baisse de 27 %. Les dépenses budgétaires quant à elles, sont évaluées à 2107,1 Mds FCFA (3,2 Mds EUR), contre 2607,9 Mds FCFA (4 Mds EUR) dans la LFI 2016, soit une diminution de 19 %. Le déficit budgétaire d'un montant de 426,5 Mds FCFA serait financé par un excédent de trésorerie du même montant. Ce projet de loi, qui doit encore être voté par le Parlement, table sur un prix du baril à 38,5 USD et une croissance de 3,4 % en 2017, contre 2,6 % en 2016, grâce notamment à une production pétrolière fixée à 93,5 M de baril.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : le gouvernement adopte un projet de budget en hausse de 11,8 % pour 2017**

Le gouvernement vient d'adopter un projet de budget pour l'année 2017 qui s'élève à environ 10 Mds EUR. Par rapport à 2016, ce budget est en hausse de 11,8 %. Son financement sera assuré à 62 % (6 Mds EUR) par des recettes intérieures, dont 5 Mds EUR au titre de recettes fiscales. Le solde devrait être comblé par des émissions de titres sur les marchés financiers et divers apports extérieurs (dons et de prêts). Environ 22 % des ressources seront affectées au service de la dette et 31 % aux investissements (soit 8,8 % du PIB). Le déficit budgétaire est attendu à 3,4 % du PIB, contre 4 % en 2016. Aucune hausse d'impôts n'est envisagée. L'Etat devrait au contraire accorder de nouvelles exonérations.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : non aboutissement de la deuxième mission de négociation d'un nouveau programme avec le FMI**

Une équipe du FMI a séjourné à Abidjan du 21 au 27 septembre 2016 afin de poursuivre les négociations sur un nouveau programme économique triennal de type FEC-MEDC (mix de ressources concessionnelles et de ressources non-concessionnelles). Ce programme vise à accompagner le pays dans la mise en œuvre de son plan national de développement (PND 2016-2020). Globalement les discussions n'ont pu aboutir à un accord, même si des progrès importants ont été accomplis par rapport à la mission de juillet dernier. Les discussions devraient se poursuivre, notamment sur le niveau de financement attendu du programme et le déficit budgétaire.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali: le FMI prévoit une croissance de 5,4 % en 2016**

Une mission du FMI vient de conclure la sixième revue du programme économique et financier (FEC) avec le pays. Elle estime à 5,4 % le taux de croissance que devrait connaître l'économie malienne en fin d'année. Cette croissance serait soutenue notamment par les dépenses d'investissements publics. Pour 2017, la mission prévoit une croissance de 5,3 %. Mais cette perspective favorable reste exposée à plusieurs risques, notamment d'ordre sécuritaire.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : projet de budget 2017 en hausse de 10 %**

Le gouvernement malien a adopté le 29 septembre 2016, le projet de budget 2017 qui s'élève à 2 271 Mds FCFA (4 Mds EUR), soit une hausse de 10 % par rapport à 2016. Ce budget devrait être financé à 89 % par des ressources intérieures (2014 Mds FCFA, +12 % par rapport à 2016). Le solde (257 Mds FCFA) devrait être comblé par des financements extérieurs.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : une souscription record de 200 Mds FCFA (305 M EUR) pour le *sukuk***

Le Sénégal a levé 200 Mds FCFA (305 M EUR), via une obligation islamique de type *sukuk* qu'il a récemment lancée sur le marché financier de l'UEMOA. Le montant initialement recherché était de 150 Mds FCFA (228,6 M EUR). Le taux de rémunération est de 6 % et la maturité de dix ans avec un différé de deux ans. A la suite du Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo ont également bouclé respectivement leur deuxième et première émission *sukuk*, chacune d'un montant de 150 Mds FCFA.

✉ [kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr](mailto:kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Kenya : mise en garde de la Banque centrale contre l'introduction de nouveaux frais bancaires

Le gouverneur de la Banque centrale (CBK) a indiqué que la mise en place de frais bancaires sans avoir obtenu au préalable l'accord de la CBK serait sanctionnée. Les banques commerciales ont récemment introduit de nouveaux frais, en réaction à l'entrée en vigueur de la loi d'encadrement des taux d'intérêt bancaires. Cette loi prévoit un plafonnement du taux d'intérêt des crédits (*lending rate*) à 400 pb au-dessus du taux directeur de la CBK, soit à 14 % actuellement. Alors que de nombreuses banques pratiquaient des taux prêteurs supérieurs à 18 %, leur rentabilité est affectée et certaines, à l'exemple d'Equity Bank et de CBA, ont mis en place des frais pour compenser le manque à gagner.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : 700 000 entreprises nigérianes vont payer des impôts pour la première fois cette année

Dans une interview publiée récemment, Tunde Fowler, qui dirige l'administration fiscale fédérale – *Federal Inland Revenue Service* (FIRS) – a déclaré que 700 000 entreprises avaient été ajoutées au registre fiscal et allaient ainsi payer des impôts pour la première fois cette année. Le directeur de FIRS espère également étendre la collecte fiscale à 10 M d'individus supplémentaires d'ici le mois de décembre. Avec pour objectif de financer son budget record de 6 060 Mds NGN (18,6 Mds USD), le gouvernement nigérian a fixé pour objectif au FIRS de lever 4 950 Mds NGN d'impôts en 2016, contre 3 730 Mds NGN l'année dernière. Seuls 2 300 Mds NGN ont été perçus entre janvier et août 2016.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : les Vengeurs du delta du Niger ont revendiqué l'attaque du Trans Niger Pipeline

Cette attaque n'a pas été confirmée par Shell, qui a déclaré avoir fermé le Trans Niger Pipeline suite à un incendie. Transportant 180 000 b/j, le Trans Niger Pipeline est l'un des pipelines majeurs alimentant le terminal d'exportation de Bonny, situé dans l'Etat de Rivers. La force majeure sur cette gamme de pétrole brut léger nigérian avait été levée par Shell le 12 septembre. Cette installation est stratégique pour le Nigéria puisqu'elle permet l'exportation de 600 000 b/j et alimente en gaz naturel les unités de liquéfaction de NLNG.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Djibouti : signature d'un accord de financement de 15,7 M USD avec USAID

L'agence américaine pour le développement international (USAID) a signé le 28 septembre quatre nouveaux accords de financement de 15,7 M USD avec le gouvernement djiboutien. Ces financements ont été octroyés au titre de la promotion de la qualité de l'éducation, la santé, la croissance économique et la bonne gouvernance. 2 M USD sont destinés à l'amélioration du système éducatif. 3 M USD seront consacrés au renforcement de la bonne gouvernance et 1,5 M USD pour le secteur de la santé. Enfin, 9,2 M USD seront affectés au soutien du gouvernement djiboutien dans la poursuite de ses efforts en matière de consolidation de la croissance économique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : signature d'un accord cadre d'achat d'électricité solaire

Un accord cadre d'achat d'électricité a été signé entre le fournisseur d'électricité, Kenya Power (KPLC), et la *Rural Electrification Authority* (REA) qui va pouvoir poursuivre son plan de construction d'une centrale solaire d'une capacité de 55 MW. Kenya Power s'est engagé à acheter l'électricité produite pendant 25 ans au tarif de 0,12 USD/kw heure. Cette ferme solaire sera située dans la ville de Garissa au nord-est de Kenya et devrait produire suffisamment d'énergie pour alimenter 625 000 foyers.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Madagascar : étude tarification/billettique des transports urbains à Tananarive

Dans le cadre du Programme d'amélioration de la mobilité urbaine à Tananarive (PAMU), dont la phase 3 est cofinancée par la Région Ile-de-France et l'AFD, une étude pour la refonte du système tarifaire des transports publics a été présentée le 27 septembre 2016. Cette étude a été réalisée par les cabinets français Izco et Systra. Le nouveau système envisagé répondrait aux objectifs de sécurité et fiabilité des paiements et permettrait aux transporteurs de bénéficier de tarifs plus avantageux grâce à une tarification commune dématérialisée. La mise en œuvre de cette étude est maintenant de la responsabilité des acteurs du transport urbain et suburbain de la capitale (ministère, commune urbaine, transporteurs).

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ouganda : suspension des prêts de la Banque mondiale

La Banque mondiale a annoncé qu'elle suspendait tout nouveau prêt à l'Etat ougandais, avec effet rétroactif à compter du 22 août 2016, tant que les autorités n'auront pas résolu les problèmes de sous-performance dans la gestion du portefeuille des projets de la Banque dans le pays. La Banque a indiqué coopérer activement avec les autorités ougandaises afin de trouver des solutions, en termes de délais et d'efficacité, de suivi et de contrôle des projets (notamment sur le volet responsabilité sociale et environnementale) et de faible décaissement (600 M USD décaissés sur un montant d'engagements de 2,1 Mds USD).

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : enquête parlementaire sur la qualité des travaux du barrage de Karuma**

Le Parlement ougandais a décidé de mettre en place une commission d'enquête sur les chantiers des barrages de Karuma (600 MW) et Isimba (183 MW). Ces barrages, construits respectivement par les sociétés chinoises *China International Water and Electricity Corporation* et *Sino Hydro Corporation*, seraient construits avec des matériaux de qualité médiocre et montreraient déjà des malfaçons. Le Parlement souhaite profiter de cette commission d'enquête pour réviser les règles de contenu local (*local content*) des grands contrats publics. En effet, les matériaux de constructions, comme le ciment par exemple, seraient importés alors qu'ils pourraient être produits localement.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : General Electric va investir 150 M USD dès 2017**

Le patron africain de General Electric, Jay Ireland, a annoncé lundi dernier que le groupe allait investir 150 M USD dès 2017, dans un pays où il est déjà présent dans le secteur de l'énergie. Si aucun détail sur les investissements n'a été donné par l'entreprise, le Président Buhari a indiqué que cet investissement devrait concerner le secteur ferroviaire et atteindre 2,2 Mds USD. Des concessions de 20 à 25 ans pourraient être conclues d'ici janvier 2017 pour la réhabilitation de voies ferrées. GE, qui opère sur le continent depuis plus de 100 ans, a déclaré que cet investissement au Nigéria faisait partie d'un plan qui vise à investir près de 2 Mds USD en Afrique dans les prochaines années.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : signature d'un accord de 50 M USD avec la Chine pour la réhabilitation de l'aéroport Roberts International**

L'Exim Bank chinoise va fournir un prêt concessionnel de 50 M USD pour la réhabilitation et l'extension de l'aéroport Roberts International, situé à 56 km de Monrovia. D'après la presse libérienne, c'est l'entreprise chinoise d'ingénierie civile *China Harbour Engineering*, filiale de l'entreprise publique *China Communications Construction*, qui réalisera les travaux. Par ailleurs, financés par la Chine à hauteur de 60 M USD et retardés par l'épidémie d'Ebola, les travaux de construction d'un complexe ministériel viennent de commencer. Les travaux sont également réalisés par une entreprise chinoise, Kuangdu Construction.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : des financements de la Deutsche Bank pour le transport de l'électricité dans la ville de Yaoundé**

Le président de la République, en date du 1<sup>er</sup> octobre 2016, a autorisé par décret le ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du territoire à signer avec la Deutsche Bank S.A.E., des conventions de crédit d'un montant global de 46 M EUR pour le financement du projet de renforcement et de stabilisation des réseaux de transport d'électricité de la ville de Yaoundé.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina : financements pour les secteurs de l'eau, de l'hôtellerie et de l'agriculture**

Le Fonds saoudien de développement (FSD) a décidé d'octroyer un financement de 6 M USD au Burkina Faso, pour la construction de nouveaux forages d'eau potable. Pour mémoire, le FSD s'est également engagé à contribuer au financement du bitumage de la route Ouahigouya-Djibo. De son côté, la Banque ouest-africaine de développement a octroyé 26 M EUR, pour la rénovation de l'hôtel Azalaï, endommagé lors de l'insurrection populaire, et la construction de cinq barrages dans le Plateau central.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali: l'UE va octroyer 67 M EUR pour des projets de développement**

Le Commissaire européen à la coopération et au développement, Neven Mimica, a annoncé aux autorités maliennes, le lancement par l'UE de plusieurs projets de développement dans le pays. Ces projets, d'un coût global de 67 M EUR, seront principalement financés par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. Ils sont axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, le développement et la sécurité au niveau local, la résilience des populations les plus vulnérables ainsi que l'amélioration de l'accès à l'éducation. Ces projets devraient favoriser la mise en œuvre de l'accord de paix signé en juin 2015.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du sud : révision à la hausse de la production de blé pour 2016

Les récentes précipitations qui se sont abattues sur le pays vont probablement permettre à l'Afrique du Sud, le plus grand céréalier du continent, de revoir ses estimations de production à la hausse. Les analystes de Bloomberg estiment que les producteurs sud-africains produiront 1,7 M de tonnes métriques de blé cette saison, soit 1,2 % de plus que les prévisions initiales. Ces estimations sont une bonne nouvelle pour le marché sud-africain qui avait connu une saison marquée par la sécheresse. Elles devraient permettre une reprise des importations de machines agricoles dans le pays.

✉ [camille.catoire@businessfrance.fr](mailto:camille.catoire@businessfrance.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : opportunités dans l'e-commerce sur le marché du vin

Sur un marché e-commerce encore relativement peu développé en Afrique du sud, le vin ne fait pas encore partie des secteurs plébiscités sur le net. Le potentiel pour les nouveaux entrants est énorme. Selon les co-fondateurs de Port2Port, négociant en vins sur internet, le commerce du vin en ligne va transformer le secteur dans les prochaines années. Wine cellar, acteur incontournable de la distribution de vin en Afrique du sud, a par exemple ouvert ses ventes en ligne il y a 2 ans. Elles représentent déjà 20 % de son chiffre d'affaire. Ce nouveau canal de distribution va permettre aux producteurs français d'avoir accès à un plus grand nombre de consommateurs en Afrique du Sud et de faire connaître leurs vins à moindre coûts.

✉ [camille.catoire@businessfrance.fr](mailto:camille.catoire@businessfrance.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : le leader français du vin de terroir se développe à Stellenbosh

AdVini, présent depuis 2010 sur le marché local, a annoncé sa prise de participation majoritaire dans Ken Forrester, considéré comme la maison du Chenin blanc en Afrique du Sud. Cette prise de participation vise à doubler le volume des ventes dans les prochaines années. L'accord doit notamment permettre de développer les ventes en Europe et en Asie. Le groupe viticole français, également propriétaire de Bonheur Wine Estate et d'Avenir Wine Estate, possède une bonne vitrine pour développer l'œnotourisme à Stellenbosch. Cette nouvelle opération s'inscrit dans le cadre du plan E-toile 2020 et a pour objectif de « positionner le groupe comme l'un des leaders des vins de terroirs en Afrique du sud ».

✉ [camille.catoire@businessfrance.fr](mailto:camille.catoire@businessfrance.fr)

#### ▼ Soudan : libéralisation future de la filière du blé au Soudan

Le ministre soudanais des Finances a annoncé la libéralisation des importations et du marché soudanais du blé et du pain en 2017, amorçant une fin possible de l'oligopole de l'importation ainsi que des subventions de ce produit, ce qui devrait entraîner une augmentation significative du prix du pain au Soudan et pourrait induire un risque de mécontentement social. Les modalités et le calendrier de ces mesures n'ont cependant pas été précisés.

✉ [olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : financement européen de 35 M EUR destiné au secteur agricole**

D'une durée de 4 ans, ce programme intitulé *Boosting Agriculture and Food Security* (BAFS), a pour objectif d'améliorer la productivité agricole, de développer l'agriculture commerciale et de promouvoir une utilisation durable des terres. Le 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED) pour la période 2014-2020 dispose d'une enveloppe de 376 M EUR dont 16 % dédiés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. D'après les dernières Perspectives économiques en Afrique, publication conjointe de la BAfD, de l'OCDE et du PNUD, le secteur agricole contribuait à hauteur de 50,5 % au PIB sierra-léonais en 2014.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Afrique du sud: l'auditeur général a fixé jusqu'au mois de février prochain à la compagnie pétrolière publique Petro SA pour réunir 8,8 Mds ZAR**

Suite à la mise en arrêt de plusieurs de ses usines, Petro SA doit financer la réhabilitation de ses infrastructures, estimée à 10,7 Mds ZAR. Ne disposant que d'1,9 Md ZAR en provision, l'entreprise a annoncé qu'elle ne pourrait plus poursuivre son programme d'investissement en capital. En ce sens, Petro SA a adressé une demande d'ajournement de l'obligation de paiement auprès du ministère des Ressources minières et a transféré ses liquidités sur un fonds de déclasserement.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du sud : report de la publication de l'appel à propositions concernant le programme nucléaire**

La ministre de l'Energie avait annoncé devant le Parlement la publication au 30 septembre d'un appel à propositions portant sur 9 600 MW. La même semaine, la ministre des Sciences et Technologies l'avait contredite, avant que Jeff Radebe, ministre à la Présidence, officialise le 29 septembre le report à des fins de consultations internes. D'une part, certains s'interrogent sur l'éventualité de mettre à jour le plan de ressources intégré (IRP) avant l'appel d'offre. D'autre part, l'opérateur Eskom pourrait s'affirmer au détriment du ministère de l'Energie comme responsable de l'appel à propositions.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : intérêt marqué de la Chine pour le secteur aurifère**

A l'issue d'une rencontre en Chine avec son homologue chinois, le ministre soudanais des Mines a indiqué que quatre sociétés chinoises devraient produire de l'or au Soudan à terme. Avec un montant de 700 M USD en 2015, l'or est devenu en quelques années une exportation soudanaise majeure, dépassant les produits pétroliers. La Chine est déjà très présente dans le secteur pétrolier, produisant 70 000 barils par jour de pétrole au Soudan, sur un total d'environ 100 000 barils.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : la production pétrolière en hausse au premier semestre

Malgré le déclin de la production du brut gabonais en raison de la maturité des champs pétroliers, la production gabonaise de brut connaîtrait une légère reprise au premier semestre 2016, selon l'OPEP, avec une moyenne de 230 000 b/j pour le deuxième trimestre (contre 219 000 pour la même période en 2015). Le gouvernement gabonais souhaite stabiliser la production à 250 000 b/j à court terme.

✉ [aline.quenet@dgtresor.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.fr)

### ▼ Niger : libéralisation du secteur de l'électricité

Après plusieurs décennies de monopole détenu par la société (publique) nigérienne d'électricité (NIGELEC), le gouvernement ouvre le secteur de la production et de la fourniture de l'électricité à la concurrence. Le conseil des ministres du 28 septembre a fixé par décrets les règles applicables entre les délégataires et les clients. La redevance annuelle de régulation sera fixée dans la fourchette de 0,1 à 0,5 % du chiffre d'affaires de l'année N-1 des entreprises concernées. Cette ouverture vise à atténuer les crises que connaît le pays du fait de sa très forte dépendance vis-à-vis du Nigeria qui lui fournit la plus grande partie de ses besoins (plus de 60 %).

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Ethiopie : signature d'un partenariat de 6 M EUR entre Kia Motors et Belayab Motors

Kia Motors (KM) et Belayab Motors (BM) ont signé un contrat de 6 M EUR (150 M ETB) pour l'assemblage de véhicules KIA en Ethiopie. BM possède une usine de 30 000 m<sup>2</sup> à Adama, à 80 km au sud d'Addis-Abeba, et prévoit de produire initialement 3 000 véhicules puis 9 000 à terme. Les prix de vente devraient être de 20 à 30 % moins chers que ceux de leurs concurrents. Etablie en 2006, BM réalise déjà l'assemblage de véhicules FAW et de pick-up ZNA. Ce partenariat pourrait être opérationnel dès janvier 2017. L'Éthiopie produit environ 8 000 véhicules par an pour son marché, via notamment les firmes chinoises Lifan et Geely, et dernièrement Peugeot.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : création d'une usine de production d'eugénol à Tamatave

L'usine Natema (*Natural Extracts Madagascar*), usine de distillation d'essence de girofle, a été inaugurée le 27 septembre à Tamatave en présence du président de la République de Madagascar. Il s'agit d'une joint-venture de 10 M USD entre le groupe suisse Givaudan, leader mondial des arômes et de la parfumerie, et la société Henri Fraise Fils et Cie, acteur historique de la collecte et de l'exportation de vanille présent à Madagascar depuis plus d'un siècle. Cette usine produira principalement de l'eugénol qui, en dehors des usages pharmaceutiques, est utilisé dans la production de vanilline de synthèse. Cette unité industrielle, qui sera opérationnelle dans 12 mois, a pour objectif de contribuer à la redynamisation de la filière girofle.

✉ [erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : ralentissement dans l'industrie des boissons

GSK Consumer Nigeria Plc, filiale du groupe pharmaceutique britannique, a achevé la cession de ses activités de distribution de boissons à Suntory Beverage & Food Nigeria Ltd. L'entreprise a déclaré que cette cession n'était pas le résultat d'une baisse de ses ventes, mais une volonté du groupe de se recentrer sur le marché de la santé. Le même jour, Diageo a annoncé qu'il n'irait pas au terme de sa démarche visant à augmenter sa participation au capital de Guinness Nigeria. Le britannique, qui avait l'intention d'augmenter de 15,7 % ses parts dans Guinness Nigeria, a décidé de se retirer en raison de conditions de marché difficiles. Guinness Nigeria a enregistré en 2016 une perte avant impôts de 2,35 Mds NGN, une première en 30 ans.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Services

#### ▼ Afrique du sud: l'autorité indépendante des communications d'Afrique du Sud (ICASA) ne pourra pas procéder à la mise aux enchères de ses bandes passantes prévue pour janvier 2017

Cinq blocs de fréquences devaient être mis en vente pour un prix de départ de 3 Mds ZAR à l'unité. Opposé à la vente, le gouvernement a annoncé son souhait de répartir équitablement les bandes passantes parmi les opérateurs télécoms. Le ministre des Télécommunications a ainsi déposé une demande d'annulation de l'enchère auprès de la *Northern Gauteng High Court* de Pretoria. Au 30 septembre, la Cour s'est prononcée en faveur du gouvernement. En conséquence, l'enchère est annulée.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Maurice : installation de la Bank of China à Maurice

Bank of China, 4<sup>ème</sup> plus grand groupe bancaire mondial, a ouvert fin septembre un établissement de plein exercice à Maurice : Bank of China Mauritius, dont les activités seront essentiellement orientées vers le *corporate banking* et les services financiers. Bank of China, présente dans près d'une cinquantaine de pays, cherche à tirer avantage de la juridiction mauricienne pour se positionner comme plateforme pour les opérateurs économiques chinois souhaitant se déployer en Afrique. Le secteur bancaire à Maurice compte aujourd'hui un peu plus d'une vingtaine d'acteurs, dont la Mauritius Commercial Bank (MCB) qui détient près de 40 % de part de marché.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Nigéria : les bénéfices du secteur bancaire ont chuté de 28 % en 2015

Selon le récent rapport d'Afrinvest, la rentabilité de l'ensemble du secteur bancaire nigérian s'est dégradée en 2015, accusant une baisse des bénéfices avant impôt de 28,4 % en glissement annuel et une hausse du taux de prêts non-performants de 3 % en 2014 à 4,9 % en 2015. Enfin, le rendement sur fonds propres a ralenti à 9,1 % en 2015 contre 15,5 % en 2014. Le ratio d'adéquation du capital a quant à lui diminué, conséquence d'une révision des méthodes de calcul et d'une hausse des provisions pour pertes sur crédit, s'établissant à 16,5 % en 2015 contre 19,7 % en 2014.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : des compagnies aériennes européennes en froid avec l'autorité de l'aviation civile**

Brussels Airlines et Air France ont annoncé leur opposition à une demande de la *Sierra Leone Civil Aviation Authority* (SLCAA) d'inspecter leurs vols dans le cadre d'une exigence de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Brussels Airlines a précisé que la demande d'inspection d'un transporteur belge dans ses locaux par une autorité étrangère est contraire aux règles et pratiques habituelles. Le responsable des affaires institutionnelles de la compagnie a indiqué qu'un accord devrait être trouvé, faute de quoi ses opérations seraient suspendues. Air France a indiqué la même chose. Brussels Airlines est actuellement la seule compagnie qui relie directement Freetown à une ville européenne.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : ouverture d'un nouvel hôtel Hilton à Lagos pour 2023**

À Kigali, à l'occasion du Forum pour l'investissement hôtelier africain, le groupe américain Hilton a annoncé la signature d'un accord de gestion avec une société nigériane, *Quality Inspection & Testing Services Limited* (QUITS), pour l'ouverture d'un hôtel de 350 chambres à proximité de l'aéroport international de Lagos. L'établissement devrait ouvrir en 2023 et se rajouter ainsi au portefeuille africain de la firme, qui comptabilise aujourd'hui près de 80 établissements en chantier. Ces nouvelles opérations permettraient de doubler la présence du groupe Hilton en Afrique dans les quatre prochaines années. Le groupe hôtelier exploite actuellement 39 établissements en Afrique.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : le principal concurrent de Carrefour lance une nouvelle gamme de supermarchés**

Le leader ivoirien de la grande distribution, Prosuma (entreprise d'hommes d'affaires libanais), vient de lancer une nouvelle gamme de supermarchés baptisée Casino Mandarine. Il s'agit de supermarchés de proximité qui vont fonctionner 24 heures sur 24. Le premier établissement de cette nouvelle enseigne a été inauguré le 28 septembre 2016 dans la commune de Marcory (Abidjan-Sud). Le groupe investira environ 10 M EUR pour en ouvrir dix autres à Abidjan d'ici deux ans. Prosuma compte une vingtaine d'enseignes et près de 150 magasins (filiales et franchises). Il est présent sur le marché du *e-commerce*, avec le lancement en juillet dernier de son site d'achat en ligne Yaatoo.

✉ [manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr](mailto:manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : Advans se sert à la Société générale**

Déclarées non rentables, les agences de la Société générale de banques en Côte d'Ivoire (SGBCI) d'Adjamé-Château et de Yopougon Port-Bouët II ont été reprises par Advans Côte d'Ivoire, la filiale locale du spécialiste français de la microfinance. Des opérations du même type sont prévues dans plusieurs communes d'Abidjan pour répondre à une forte croissance des activités d'Advans. Le groupe, qui est présent dans six autres pays africains, totalise en Côte d'Ivoire quelque 100 Mds FCFA (150 M EUR) de crédits alloués. Il a notamment accru ses financements de produits phytosanitaires dans la très stratégique filière café-cacao, passant de 3 Mds FCFA entre 2012 et 2015 au même montant pour la seule année 2016.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Guinée : Noom Hôtel ouvre ses portes à Conakry

Le président de la République a inauguré le 30 septembre dernier, le nouvel établissement hôtelier, Noom Hôtel. Il s'agit d'un hôtel de 187 chambres destiné à la clientèle d'affaires. L'investissement total est estimé à 33 M EUR. L'AFD, à travers le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique (FISEA), a pris une participation de 3 M EUR dans le groupe Chain Hôtel Conakry, propriétaire du Noom Hôtel Conakry. Cet hôtel devrait créer environ 200 emplois. Il sera géré par le groupe hôtelier Mangalis du holding africain Teyliom.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : inauguration du deuxième port minéralier de la SMB

Le chef de l'Etat guinéen a inauguré début octobre le port fluvial de Dopilon, deuxième port minéralier de la Société de Mines de Boké (SMB), en présence des ambassadeurs de France et de Chine. L'ouvrage est situé en aval du premier port (fonctionnel depuis juillet 2015), sur la rive Rio Nunez. Il comporte trois quais, chacun d'une capacité d'accueil de six barques et équipés d'une grue. La mise en service complète du port est prévue pour février 2017. Il permettra d'évacuer quotidiennement 45 000 tonnes de bauxite vers de gros navires. La construction des deux ports minéraliers a coûté 500 M USD et leur exploitation permettra à la SMB d'exporter jusqu'à 35 M de tonnes de bauxite à l'horizon 2017.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : réactivation du corridor zone franche entre le Nigeria et le Niger

La Commission mixte de coopération Nigeria/Niger (NNJC) qui s'est réunie début octobre, a décidé de réactiver le corridor commercial Zinder-Dura-Jigawa-Kano, à la frontière du Nigeria et du Niger. Ce corridor renforcera les échanges de biens agricoles et manufacturés entre les deux pays, tout en offrant aux consommateurs des biens à des prix abordables. Les entrepôts et les magasins devraient être rénovés, notamment ceux existants sur le marché de Dawanau dans l'État de Kano. Le centre de conteneurs de Funtua (*Funtua Inland Container Depot*) et le marché international de Katsina, dénommé aussi *Dubai Market*, devront aussi être rendus opérationnels.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : le nouvel opérateur national s'appellera Niger Telecom

Au sortir du Conseil des ministres du 28 septembre 2016, le ministre des Télécommunications a confirmé la fusion des deux compagnies nationales de téléphonie, Sonitel (fixe) et Sahelcom (mobile), pour donner naissance à une seule entité : Niger Telecom, dont le capital de départ s'élèvera à 36 M EUR. En grande difficulté financière, les deux entreprises avaient été nationalisées en 2012. Sonitel détient un quasi-monopole de fait sur la téléphonie fixe avec près de 155 500 abonnés. Sahelcom comptait environ 347 000 abonnés, derrière le leader indien *Bharti Airtel* (3,5 M d'abonnés, 59 % de part de marché), Orange (1,67 M d'abonnés, 28 %) et Maroc Telecom (604 500 abonnés, 10 %).

✉ [lebaronc@afd.fr](mailto:lebaronc@afd.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ **Ethiopie : inauguration du dépôt pétrolier de Total à Dukam**

Le 22 septembre dernier, Total Ethiopie a inauguré son nouveau dépôt de pétrole et de gaz liquéfié, localisé à 37 km au sud d'Addis-Abeba, dans la région Oromia. Sur un terrain de 5,5 ha, le dépôt a une capacité de stockage de 8 M de litres de pétrole et de 100 tonnes de gaz liquéfié. Il est aussi doté d'équipements permettant le remplissage des bonbonnes de gaz et le stockage et mixage d'éthanol. L'investissement de Total Ethiopie se chiffre à 11 M EUR.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Maurice : partage de codes Air Mauritius-Air France et destinations additionnelles sur l'Allemagne**

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016, Air Mauritius a étendu son accord de partage de codes avec Air France avec des destinations additionnelles vers l'Allemagne : Berlin, Brême, Hambourg, Hanovre, Nuremberg et Stuttgart. Ces destinations s'ajoutent à celles faisant déjà partie de l'accord sur l'Allemagne (Düsseldorf, Frankfurt et Munich). L'accord permet à Air Mauritius de couvrir 11 villes en France et des destinations dans 11 pays européens, vers et à partir de Paris-Charles-de-Gaulle. De son côté, Air France opère en partage de codes 4 destinations au-delà de Maurice, à savoir Saint Denis et Saint Pierre (La Réunion), Durban (Afrique du Sud) et Perth (Australie).

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Cameroun : implantation du groupe Vodafone**

Le groupe de télécommunication britannique a annoncé le 30 septembre dernier, le lancement de ses activités au Cameroun dans le domaine des services de données à haut débit (4G LTE), correspondant un investissement initial de 40 M USD. Ces services ne seront initialement disponibles que dans les villes de Yaoundé et Douala. Pour son déploiement au Cameroun, Vodafone s'est associé à Afrimax Group, une société de télécommunication fondée en 2013 et présente dans 17 pays d'Afrique subsaharienne ; un partenariat déjà expérimenté avec succès selon le groupement en Zambie et en Ouganda. Outre les services de données haut débit, Vodafone Cameroun fera de la distribution de téléphones et d'appareils LTE grâce à un réseau de 190 distributeurs.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Congo : Equatorial Congo Airlines annonce la reprise de ses vols nationaux**

La compagnie aérienne nationale *Equatorial Congo Airlines* (ECAir) a annoncé la reprise, le 3 octobre 2016, de ses vols nationaux entre Brazzaville et Pointe-Noire. Ces vols seront assurés par son Boeing 757 de 148 places, dont 16 en Business, en attendant le retour de son Boeing 737, toujours en maintenance. Outre la reprise des vols Brazzaville/Pointe-Noire, la compagnie aérienne va pouvoir reprendre ses 3 vols hebdomadaires entre Brazzaville et Paris. En raison de la révision de ses 6 appareils (sur 7 au total), ECAir avait été contrainte de suspendre en juin ses vols nationaux ainsi que plusieurs vols internationaux.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Sudhir Ruparelia, toujours bien dans son royaume

En Ouganda, tout le monde connaît Sudhir. Impossible de parcourir une centaine de mètres à Kampala sans croiser l'un des immeubles du Ruparelia Group. L'homme le plus riche d'Ouganda, dont le magazine américain Forbes estime la fortune à 800 M USD (732,1 M EUR), a fondé le plus important conglomérat du pays en 1985. Si le Ruparelia Group couvre de nombreux secteurs, c'est parce que son fondateur lui a fixé pour stratégie de réinvestir 90 % des profits engrangés. Il possède environ un quart du quartier des affaires de Kampala, neuf hôtels haut de gamme, des écoles (notamment la *Kampala International School Uganda*) et la *Victoria University*. Incontournable en Ouganda, le groupe semble rechigner à s'aventurer hors du territoire national.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Ouganda : rencontre entre le Président Yoweri Museveni et des entreprises françaises

A l'occasion de sa visite en France, le Président ougandais Yoweri Museveni a rencontré une quarantaine d'entreprises françaises et a invité ces entreprises à investir en Ouganda. Sur les grands projets publics, le Président a indiqué qu'il souhaitait à ce stade prioriser les nouveaux engagements dans les infrastructures électriques et routières. Lors d'un entretien officiel du chef d'Etat ougandais avec le Président français, ce dernier a confirmé le soutien de la France, via l'AFD, aux projets de développement des énergies renouvelables, d'accès à l'eau et des transports.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : séminaire sur les partenariats public-privé organisé par Business France et l'Ambassade de France

Le séminaire sur les partenariats public-privé, organisé par Business France en collaboration avec la chambre de commerce France-Ghana et le service économique d'Accra, s'est déroulé le 29 septembre en présence du ministre ghanéen de la Santé et de plus d'une centaine de participants. Largement couvert par la presse ghanéenne, cet évènement a présenté l'expertise française dans les 4 secteurs visés (eau et assainissement, énergie, santé et transports), à travers des exemples de PPP réussis et menés par 9 entreprises hexagonales. Cette présentation coïncidait avec le début de discussion au Parlement du projet de loi sur les PPP.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : Business France dans l'arène numérique de Lagos

Si en 2016, l'économie nigériane est entrée en récession (T1 : -0,36 %, T2 : -2,06 %), certains secteurs résistent, comme les technologies du numérique. La venue récente de Mark Zuckerberg a achevé de braquer les caméras internationales sur Lagos, hub numérique en devenir de l'Afrique de l'Ouest et du continent. C'est dans ce contexte que Business France en Afrique de l'Ouest et Centrale (AOC) organise en ce début de mois d'octobre, des rencontres d'affaires technologies du numérique à Douala (3 au 5) et Lagos (5 au 7), pour promouvoir le savoir-faire français auprès d'un secteur dont l'importance ne cesse de croître au Nigéria : les télécommunications contribuaient pour 1 % au PIB du Nigéria en 2000, et pour 15% en 2015.

✉ [pierre.decoussy@businessfrance.fr](mailto:pierre.decoussy@businessfrance.fr)

### ▼ Gabon : nomination du nouveau gouvernement

Suite à sa réélection à la tête de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba a nommé Emmanuel Isoze Ngondet Premier ministre du gouvernement. Il était auparavant ministre des Affaires étrangères. Régis Immongault Tatagani est maintenu à son poste de ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du développement. Le portefeuille de ministre du Budget et des Comptes publics change de titulaire, confié à Mathias Otounga Ossibadjou, précédemment ministre de la Défense nationale. Un ministère des PME, chargé de l'Entreprenariat national, fait par ailleurs son apparition dans ce gouvernement ; cette compétence disparaissant du portefeuille du ministère du Commerce qui récupère en revanche l'Industrie.

✉ [aline.quenet@dgtresor.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.fr)

▼ **Burkina : Invité d'honneur du 3<sup>ème</sup> Rebranding Africa Forum à Bruxelles**

Le Burkina Faso est le pays invité d'honneur de la 3<sup>ème</sup> édition du *Rebranding Africa Forum* (RAF) qui se tiendra du 13 au 15 octobre 2016 à Bruxelles autour du thème « Relever le défi de l'industrialisation de l'Afrique ». La délégation burkinabè, composée de personnalités politiques de premier plan et d'hommes d'affaires, sera conduite par le chef de l'État Roch Marc Christian Kaboré.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Zimbabwe : annulation de la mission du FMI qui devait débiter le 16 septembre**

Le FMI a annulé sa mission au Zimbabwe prévue du 16 au 23 septembre 2016 suite au démenti du gouvernement (Vice-Président et ministre de la Communication) quant à la mise en place de la politique de réduction de la masse salariale de l'Etat (absorbant 97 % des recettes fiscales) annoncée en début de la même semaine par le ministre des Finances, mesure jugée indispensable par le FMI pour la mise en place d'un programme d'aide.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

